Sciences Po / fonds CEVIPOF

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

des 14 et 21 Juin 1981

OUI aux Socialistes



SANS les Communistes

Mouvement SOCIALISTE-DÉMOCRATE Européen

ET SA CANDIDATE

Chantal TERMES

Suppléante : Esther AVISROR, Agent Commercial

La candidate qui est gérante de société est très attachée aux valeurs de la libre entreprise et de l'initiative individuelle.

En faisant acte de candidature,

Chantal TERMES et Esther AVISROR

ont voulu montrer le chemin du progrès social tout en condamnant le capitalisme que les Français ont eux-mêmes rejeté le 10 mai 1981.

Le 14 juin 1981, vous voterez pour le SOCIA-LISME en disant NON au programme commun conclu avec le parti communiste.

Pour une large union progressiste avec les démocrates de progrès de tous horizons et qui refusent le capitalisme sauvage.

Pour une solidarité effective avec une liberté garantie dans la concertation.

Afin de changer la vie et changer de politique pour vivre mieux, les socialistes démocrates insistent sur une politique contractuelle plus volontariste dans les rapports sociaux.

Pour échapper à la logique du profit et à la priorité de la rentabilité à tout prix.

Pour mettre fin à la dégradation des rapports sociaux et à l'oppression des jeunes et des femmes.

Pour faire avancer l'Europe que refusent l'aile gauche du P.S. et le P.C.F.

Pour arrêter l'expansion du tout nucléaire alors que l'on s'apprête à continuer la construction de CREYS-MALVILLE, une des horreurs de l'humanité.

Pour une politique de l'emploi qui ne soit pas sacrifiée à une politique capitaliste de défense du FRANC.

UN PROGRAMME CLAIR ET RATIONNEL

LE PROGRAMME SOCIALISTE-DÉMOCRATE

Gouverner un pays, c'est tenir compte des options de la majorité des Français et des possibilités du pays, c'est dans cette optique qu'a été établi le programme socialiste démocrate, avec une coalition de socialistes et démocrates attachés à la libre entreprise et hostiles à une participation communiste tant au gouvernement qu'aux coalitions électorales.

D'ABORD LE SOCIALISME DU POSSIBLE.

Une gauche libérale organisée autour de la solidarité et de la participation de tous aux décisions fondamentales.

UNE NOUVELLE PERSPECTIVE SOCIALE.

La répartition équitable des richesses est encore plus fondamentale quand la hausse du prix de l'énergie et la fin de la croissance facile réduisent les perspectives économiques. Les plus défavorisés sont ceux qui souffrent le plus dans ce nouveau contexte, toute société humaine a alors un devoir de solidarité qui est vital. Par une priorité aux services publics et sociaux (santé, éducation, 3° âge, tourisme social, etc.) le choix d'un nouveau modèle de développement est le véritable choix politique pour éviter le glissement vers une société d'égoïsme, de qualité de vie dégradée et de déséquilibres écologiques et sociaux.

UNE NOUVELLE PERSPECTIVE ECONOMIQUE.

Il faut donner la priorité à une planification démocratique pour le développement national appuyé sur une plus grande décentralisation régionale et une cogestion dans les entreprises. Ce développement doit être l'affaire de tous avec la liberté d'entreprendre jumelée à la notion de service public sans interventionnisme stérile mais avec une priorité marquée pour les secteurs de pointe et la recherche technologique. Un nouveau départ n'est possible qu'avec une véritable révolution scientifique.

UNE NOUVELLE PERSPECTIVE POLITIQUE.

Une décentralisation véritable avec des communes responsables de leurs décisions, un pouvoir régional réel, une Europe fédérée forte qui s'articule autour d'une nation où le pouvoir est rééquilibré. Pour atteindre cet objectif, il faut rééquilibrer les Institutions avec un Président qui gouverne, un Parlement qui contrôle sans tutelle du Gouvernement, une Justice véritablement indépendante et une information qui joue son rôle civique.

ENSUITE, LA VÉRITABLE PERSPECTIVE DU CHANGEMENT.

Le véritable changement ne peut venir que par la social-démocratie, c'est-à-dire par un socialisme qui abandonne l'utopie de la révolution et se libère du communisme aussi bien que des forces conservatrices.

Un réformisme volontaire qui combat le chômage doit imposer un dessein national contre la pression des multinationales.

La synthèse entre le marxisme étatique et le libéralisme effréné devient l'urgence nationale qui seule peut éviter l'enlisement de notre société.

● ENFIN, SORTIR DE L'ALLIANCE FALLACIEUSE AVEC LE PARTI COMMUNISTE.

Le but inavoué du P.C.F. est d'imposer, à ceux qui veulent s'allier avec lui, une rupture avec la société de liberté. Toute union est donc une démarche pour dominer les forces réformistes qui croient utiliser le P.C.F. dans leur démarche électorale.

Les succès du P.S. rendent ce parti victime de son succès car seul le P.C.F. peut assurer ce succès et ce succès a pour dessein caché une révolution totalitaire guidée par le dogme marxiste.

Vu : LA CANDIDATE.